

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵔ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⴽⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴷⵓⴽⴰⵏ, ⵏ ⵉⴳⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴷⵓⴽⴰⵏ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°13/CSEFRS/2018

RELATIF
A LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE
SURVEILLANCE DES LOCAUX DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE
LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

– LOT UNIQUE –

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics



SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	VISITE DES LIEUX OBLIGATOIRE	6
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE	6
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES PLIS DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 16:	OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 17:	EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES	8
ARTICLE 18:	ANNULATION DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 19:	ECLAIRCISSEMENT SUR LES OFFRES	9
ARTICLE 20:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 21:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 22:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	9
ARTICLE 23:	RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES.....	9
ANNEXES	11



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert N°13/CSEFRS/2018, ayant pour objet la réalisation des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire à ce décret est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret N° 2-12-349.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché reconductible qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique(CSEFRS).**

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offres se fera en lot unique.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement, art 27 du décret N° 2-12-349 ;
- d. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur, art 25 du décret N° 2-12-349 ;
- f. Le présent règlement de consultation.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards, aux exigences du dossier d'appel d'offres. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions des articles 26, 138 et 159 du décret précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

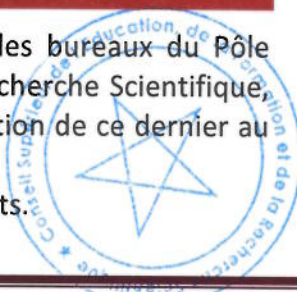
ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'**alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret N° 2-12-349** précité, relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de **dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication** de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux du Pôle Ressources du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à **Angle Avenue AL MELIA Et ALLAL EL FASSI Hay Riad Rabat**, dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.



Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 7: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du CSEFRS, **Angle Avenue AL MELIA Et ALLAL EL FASSI Hay Riad - Rabat.**

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse est fournie au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés de l'Etat.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N° 2-12-349 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires auprès de ces organismes et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :
 - En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret N° 2-12-349 du 20 mars 2013 sur les marchés publics ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif

1) Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La déclaration sur l'honneur en un exemplaire comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret N° 2-12-349 du 20 mars 2013 sur les marchés publics (modèle en annexe) ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.



- c) En cas de groupement, joindre au dossier administratif une copie légalisée de la **convention de la constitution** du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention et la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret N° 2-12-349 précité ;

1.2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du Décret N° 2-12-349 précité.
- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi N°1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce **pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.**

NB : La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

NB : En cas de groupement :

Chaque membre du groupement **conjoint**, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Les membres du groupement **solidaire**, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

La convention de la constitution du groupement doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2) Un dossier technique comprenant

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ; et l'importance des prestations qu'il a exécutées dans le domaine de réalisation des travaux d'entretien objet du présent appel d'offres. Ces informations seront récapitulées dans un tableau de synthèse.
- b) Des attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels **des prestations**

de la même nature ont été exécutées par le soumissionnaire dans le secteur public ou privé entre 2013 et 2017. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

3) Un dossier additif comprenant

- a) L'autorisation d'exercer le gardiennage ou sa copie certifiée conforme délivrée par la WILAYA.

L'absence de cette autorisation implique l'écartement du soumissionnaire.

- b) L'attestation de visite des lieux objet des prestations selon le modèle en annexe dûment signée par le représentant du CSEFRS et le soumissionnaire.

L'attestation de visite des lieux délivrée par le Maître d'Ouvrage est **OBLIGATOIRE**. (Son absence implique l'écartement du concurrent).

ARTICLE 10: VISITE DES LIEUX OBLIGATOIRE

Une visite des lieux, objet du présent appel d'offres, sera organisée conformément à l'article 23 du décret N°2-12-349 précité, à l'attention des concurrents : le Jeudi 01 Novembre 2018 à 15h00 au siège du Conseil sis à Angle Avenue AL MELIA Et ALLAL EL FASSI Hay Riad – Rabat et de son annexe sise à Avenue Azzaitoune, Hay Ryad, Rabat.

La présence des concurrents ou de leurs représentants à la visite des lieux sus indiquée est obligatoire.

Cette visite préalable permettra aux concurrents de prendre connaissance des lieux qui feront l'objet des prestations.

Il sera dressé un procès-verbal de la visite des lieux qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ledit procès-verbal sera communiqué par fax ou par voie électronique à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres. Les concurrents qui n'auront pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur le déroulement de la réunion et de la visite des lieux.

Un extrait de PV de visite des lieux sera publié sur le portail des marchés publics.

ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 27 du décret N° 2-12-349, le concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément au modèle ci-joint, en un seul exemplaire.

Cet acte dûment rempli et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois.

Lorsqu'il est souscrit par un groupement (art 157 du décret), il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b. Le bordereau des prix détail estimatif.

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être **libellé en chiffres et en toutes lettres**.
- Les prix unitaires du bordereau des prix – détail estimatif doivent être **libellés en chiffres**.
- Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif, doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant

réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret N° 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter, outre Le CPS dûment paraphé et signé à la dernière page et portant le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté » :

- a. Un dossier administratif précité (Cf. article 9, paragraphe 1 ci-dessus) ;
- b. Un dossier technique précité (Cf. article 9, paragraphe 2 ci-dessus) ;
- c. Un dossier additif précité (Cf. article 9, paragraphe 3 ci-dessus) ;
- d. Une offre financière comprenant (Cf. article 11 ci-dessus):
 - d.1- L'acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en Annexe ;
 - d.2- Le bordereau des prix détail estimatif ;

ARTICLE 13: PRESENTATION DES PLIS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret N° 2-12-349 précité, le dossier présenté par le contractant est mis dans un pli portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'appel d'offres ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux (02) enveloppes distinctes :

a) **La première enveloppe** outre le CPS signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté» et paraphé sur toutes les pages, contient le dossier administratif, technique et additif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif, technique et additif** ».

b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet de l'appel d'offres ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret N° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé au **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Angle Avenue AL MELIA et ALLAL EL FASSI Hay Riad - Rabat.**
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- transmis par voie électronique via le site web www.marchespublics.gov.ma

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial **conformément à l'article 19 du décret N° 2-12-349 précité**. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à **l'article 36 du décret précité**.

ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret N° 2-12-349 sur les marchés publics.

ARTICLE 16: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36 et 39 du décret N° 2.12.349 précité.

La commission apprécie les capacités juridiques, financières, techniques et les références professionnelles, en rapport avec la nature et l'importance des prestations, à partir des informations et indications contenues dans les pièces du dossier administratif visées à l'alinéa 1 du paragraphe I-A de l'article 25 du décret du 20 mars 2013, et du dossier technique.

ARTICLE 17: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Concerne les seuls candidats admis, à l'issue de l'appréciation de leurs capacités juridiques et techniques.

L'examen des offres des concurrents s'effectue conformément aux stipulations de l'article 40 du décret du 20 mars 2013. Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération est le prix proposé par les concurrents.

ARTICLE 18: ANNULATION DE LA CONSULTATION

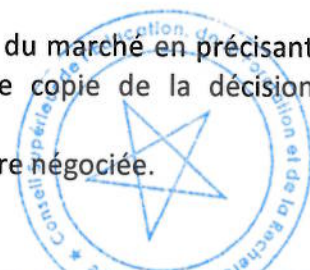
Conformément à l'article 45 du Décret N° 2.12.349

1. Le Maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

- a) lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
- b) lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
- c) lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
- d) lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
- e) lorsqu'il n'y pas eu de concurrence ;
- f) en cas de réclamation fondée d'un concurrent sous réserve des dispositions de l'article 169 du décret précité.

2. Le Maître d'ouvrage informe par écrit, les concurrents et l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres et communique une copie de la décision d'annulation aux membres de la commission d'appel d'offres.

3. L'annulation d'un appel d'offres ne peut justifier le recours à la procédure négociée.



ARTICLE 19: ECLAIRCISSEMENT SUR LES OFFRES

En application de l'article 38 du décret N° 2.12.349, la commission peut, avant d'émettre son avis, demander, par écrit, à un ou plusieurs concurrents auprès desquels elle juge nécessaire d'obtenir tout éclaircissement sur leurs offres techniques. Ces éclaircissements, à formuler par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans leurs offres techniques.

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les consultants, peut demander à ceux-ci de présenter, par écrit, de nouvelles offres. Si les consultants intéressés se refusent à faire de nouvelles offres à des prix inférieurs ou si les réductions offertes sont encore égales, la commission procède entre eux à un tirage au sort pour désigner le consultant à retenir.

A équivalence d'offres, un droit de préférence est attribué à l'offre présentée par une coopérative de production régie par la législation en vigueur.

ARTICLE 20: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le Maître d'Ouvrage pourra demander aux concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 21: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret N° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 22: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

ARTICLE 23: RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Le résultat définitif de l'appel d'offres aura lieu conformément aux dispositions de l'article 44 du décret N°2.12.349 précité.

Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de donner suite à l'appel d'offres.

Aucun concurrent ne peut prétendre à une indemnité, si ses propositions ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.



ANNEXES



ANNEXE N° 1
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°13/CSEFRS/2018 relatif à la réalisation des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique -lot unique-.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS sous le N° : ;

Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le N° ;

N° de la patente ;

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) ;

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le N°

Inscrit au registre du commerce..... (Localité) sous le N°

N° de la patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
 - Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
 - montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
 - montant T. V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)
- au titre de la redevance annuelle.

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N° 2
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- **Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°13/CSEFRS/2018**

- **Objet du marché :** La réalisation des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique **-lot unique-**

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :Affilié à la CNSS sous le n° :

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le N°

N° de patente

N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte..... (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu

Affiliée à la CNSS sous le N°

Inscrit au registre du commerce (Localité) sous le N°

N° de patente

N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR..... (RIB)

Déclare sur l'honneur

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.
3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance ;
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret N°2-12-349 précité ;
 - que celle - ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
5. m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personnes interposées des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
6. m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché
7. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret N°2-12-349 précité
8. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
9. Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret N° 2.12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque

ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.





ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX

Objet : AOO N°13/CSEFRS/2018 relatif à la réalisation des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Je soussigné agissant en tant que représentant du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS), atteste par la présente que M. représentant la société, a effectué une visite des lieux des locaux du Conseil, pour apprécier à son point de vue et sous sa responsabilité toutes difficultés qui peuvent remonter pendant l'exécution des travaux, objet du présent appel d'offres.



Emargement et Cachet Société soumissionnaire	Responsable CSEFRS



DERNIERE PAGE
REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° 13/CSEFRS/2018

OBJET : LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES LOCAUX DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

-LOT UNIQUE-

<p><u>PRESENTE PAR</u></p>  <p>Abdelhak MSELLAK Chef de Département Ressources Humaines et Logistique</p>	<p><u>VERIFIE PAR</u></p>  <p>KHADDOUJA BENIELOUIN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p><u>VALIDE PAR</u></p>
<p><u>SIGNE ET APPROUVE PAR</u></p>	

